

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 12 JUIN 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMICTOM Centre Ouest**

5 ter rue de Gael  
BP 18  
35290 Saint-Méen-le-Grand

Références : UD/2024-342  
Code AIOT : 0005515509

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest implanté La Croix Saint-Joseph 35360 Montauban-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 21/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMICTOM Centre Ouest
- La Croix Saint-Joseph 35360 Montauban-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005515509
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SMICTOM Centre Ouest exploite sur la commune de Montauban de Bretagne une installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par leur producteur initial.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mise en œuvre par l'exploitant des actions correctives suites aux constats de non conformités relevés lors de la précédente inspection de 2017,
- respect de l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

L'inspection a également rappelé à l'exploitant les échéances des arrêtés du 22 décembre 2023 et du 8 janvier 2024 relatifs à la prévention du risque incendie dans les installations de gestion de déchets et en particulier de l'obligation d'élaborer un plan de défense incendie à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 ainsi que celle de réaliser un exercice incendie au plus tard pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et à renouveler tous les trois ans.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Respect des volumes autorisés	Lettre du 05/04/2013	Mise en demeure, dépôt de dossier	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
4	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41
8	Surveillance des rejets d'eaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38
9	Stockage rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
12	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
5	Prévention des chutes	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
6	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
7	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
10	Stockage matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
11	DASRI	Arrêté Ministériel du 07/09/1999, article 2

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection rappelle à l'exploitant l'obligation de régulariser sa situation administrative au regard de l'activité de broyage de déchets verts réalisée sur le site.

L'exploitation de la déchetterie reste par ailleurs perfectible notamment en ce qui concerne le stockage des déchets dangereux sous rétention pour lequel l'exploitant s'est engagé à une mise en conformité sous 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect des volumes autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 05/04/2013
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Bénéfice de l'antériorité acté pour les rubriques suivantes : - 2710-1a (collecte déchets dangereux) A : 7,967 t [1 local DDS et 1 local D3E] - 2710-2a (collecte DND) E : 1246,05 m <sup>3</sup> [7 bennes de 30-35m <sup>3</sup> + 1 benne gravats de 15m <sup>3</sup> + plateforme DV de 600m <sup>2</sup> max]
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, en 2017, l'inspection avait demandé à l'exploitant de régulariser l'activité de broyage des déchets verts réalisée sur site ou de la cesser. Le jour du contrôle, l'exploitant confirme ne pas avoir engagé les démarches pour régulariser la situation ou cesser l'activité de broyage qui est pourtant maintenue sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 2 : Clôture de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que la clôture est endommagée, voire absence sur une partie du périmètre nord du site (le long de la plateforme de déchets verts). L'exploitant précise que l'entreprise voisine, récemment installée, est à l'origine de ces dégradations lors de travaux de débroussaillage et qu'elle va être restaurée rapidement.  <b><u>Demande d'action corrective :</u></b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rétablir l'intégrité physique du grillage sur l'ensemble du périmètre du site et rend compte à l'inspection, sous 1 mois, des actions mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Electricité

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification SOCOTEC du 08/03/24 est sans observations et le Q18 conclut que l'installation électrique ne peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Surveillance des émissions sonores**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de mesure en date du 18/11/21 conclut que les résultats de mesures en limite de site et en émergence sont conformes aux valeurs réglementaires.</p> <p>L'inspection constate cependant que ces mesures ont été réalisées hors période de broyage des déchets verts alors qu'il avait été demandé à l'exploitant en 2017 de réaliser le prochain contrôle lors du broyage des déchets verts.</p> <p><b><u>Demande d'action corrective :</u></b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réaliser la prochaine mesure des émissions sonores (prévue en fin d'année 2024) lors de l'opération de broyage des déchets verts.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

## N° 5 : Prévention des chutes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque de chute
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.  I. - Lorsque( le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contrebas.  Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.
<b>Constats :</b>  Les bennes en contrebas des quais constituent un dispositif permettant de prévenir la chute de véhicules en contrebas. La zone en contrebas des quais est accessible aux usagers, notamment lorsqu'ils accèdent à la plateforme de déchets verts. L'exploitant précise que le broyage des déchets verts est réalisé exclusivement lorsque la déchetterie est fermée. Le remplacement des bennes peut se faire en présence d'usagers et l'exploitant limite dans ce cas l'accès aux usagers à la zone de manœuvre par des plots.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : — d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; — de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; — d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m <sup>3</sup> /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; — d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires

extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

Le Dernier PV de contrôle du 18/12/23 confirme le bon fonctionnement des 4 extincteurs présents sur site.

Un poteau incendie permettant de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h est présent sur la chaussée à moins de 100m de la déchetterie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Collecte des eaux pluviales.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les eaux de ruissellement de la déchetterie sont traitées par un séparateur hydrocarbure présent au sud du site, sur la chaussée, avant rejet. L'exploitant ne sait pas si ces eaux rejoignent ensuite une station d'épuration ou le milieu naturel.

Le dernier entretien du séparateur hydrocarbure a été réalisé le 17/04/24 (le bordereau de suivi de déchets des boues du séparateur a été transmis).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Surveillance des rejets d'eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de



surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle externe des rejets du 13/12/23 établi par AQUA Virgo.

Ce rapport conclut à un rejet des eaux conforme à la réglementation, considérant que ce rejet se fait en station d'épuration.

L'inspection constate cependant que si le rejet **est en réalité dirigé vers le milieu naturel**, il n'est pas conforme pour le paramètre MES (rejet à 110 mg/l pour une valeur limite d'émission de 100mg/L et non 600 mg/L).

**Demande d'action corrective :**

**L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour vérifier la destination (station de traitement ou milieu naturel) des eaux de ruissellement de la déchetterie, en rend compte sous 1 mois à l'inspection et en tient compte pour les prochains contrôles des rejets aqueux.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 9 : Stockage rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. (...)</p>
<b>Constats :</b> <p>Le local de stockage des déchets dangereux n'est pas sous rétention. Les déchets sont cependant stockés dans des bacs étanches.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à mettre en place un caisson sur rétention pour le mois de septembre 2024.</p> <p><b><u>Demande d'action corrective :</u></b></p> <p><b>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour stocker les déchets dangereux dans un caisson sur rétention, et rend compte à l'inspection, sous 4 mois, des actions mises en œuvre.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 10 : Stockage matières dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déversement accidentel
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.  Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.  IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un dispositif d'isolement qui permet de confiner les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre dans le réseau de collecte de la déchetterie. L'inspection a pu constater que ce dispositif (tampon) est bien présent sur site et est accompagné d'une procédure expliquant comment le mettre en œuvre. L'exploitant indique que sa mise en œuvre est testée lors des exercices incendie réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : DASRI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 07/09/1999, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage de DASRI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, ainsi que les délais d'enlèvement de ces déchets, doit être réalisé conformément à l'arrêté du 7 septembre 1999 modifié susvisé : La durée entre la production effective des déchets et leur incinération ou prétraitement par désinfection ne doit pas excéder : 72 heures lorsque la quantité de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés produite sur un même site est supérieure à 100 kilogrammes par semaine ; 7 jours lorsque la quantité de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés produite sur un même site est inférieure ou égale à 100 kilogrammes par semaine et supérieure à 15 kilogrammes par mois ; 1 mois lorsque la quantité de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés produite sur un même site est inférieure ou égale à 15 kilogrammes par mois et supérieure à 5 kilogrammes par mois, à l'exception des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés perforants exclusivement, pour lesquels cette durée ne doit pas excéder « 6 mois ».
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique ne plus collecter de DASRI depuis la fin 2023 et précise que ces déchets sont désormais pris en charge en pharmacie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Déchets sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.  Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition ;</li><li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li><li>- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li><li>- l'identité du transporteur ;</li><li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le registre des déchets sortants est présent et plus ou moins bien renseigné (l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule sont rarement indiqués). Il ne mentionne pas le nom et l'adresse du destinataire des déchets, ni le mode de traitement final et le code associé.  <b><u>Demande d'action corrective :</u></b> <b>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que le registre des déchets sortant contienne toutes les informations requises à l'article 43 de l'arrêté du 26 mars 2012 et qu'il soit correctement renseigné, et rend compte à l'inspection, sous 1 mois, des actions mises en œuvre.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites